

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2014

Volume XV

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE EN SLOVÉNIE

DE L'INDÉPENDANCE A LA CRISE (1990-2013)

PAR

LAURENT HASSID (*)

De toutes les anciennes ex-républiques yougoslaves, la Slovénie est celle qui a le mieux réussi. Si, aujourd'hui, elle apparaît souvent marginalisée dans l'actualité internationale, son influence dans la Yougoslavie était réelle. En dépit de sa petite taille – 8% du territoire et de la population fédérales, soit 20 000 km² pour 2 millions d'habitants), la République représentait environ 20% du produit intérieur brut (PIB) yougoslave. La Constitution de 1974, la dernière, prévoyait de plus larges pouvoirs pour chacune des six républiques, comme un système bancaire différencié ou un organigramme politique et des institutions politiques spécifiques. La seule obligation – elle restait tout de même de taille – était de rester en phase avec la position de la Ligue des communistes yougoslaves.

Après la mort de Tito en mai 1980 à Ljubljana, le pouvoir des républiques n'a cessé de se renforcer au détriment de la Fédération et l'attitude hégémonique de la Serbie a été stigmatisée de plus en plus par les autres nations, à commencer par la Slovénie. Ce sont d'ailleurs les délégués slovènes qui, dans la nuit du 13 au 14 janvier 1990, ont précipitamment quitté les travaux de l'Assemblée de la Ligue des communistes yougoslaves pour protester contre le manque de réformes démocratiques. Ce fait a eu une grande importance car il engendra une opposition frontale entre les dirigeants serbes et slovènes. Slobodan Milošević, porté à la tête de la République de Serbie en 1987, souhaitait dominer les territoires où se trouvaient des Serbes ; Milan Kučan, premier président élu démocratiquement en avril 1990, visait à mettre en œuvre des réformes démocratiques. En décembre 1990, la Slovénie organisa un plébiscite pour valider une future proclamation d'indépendance. Officiellement, elle ne cherchait pas à se diriger à tout prix vers cette voie, au contraire de la Croatie, qui faisait référence à un discours nationaliste marqué. Les dirigeants slovènes fixèrent un délai de six mois aux autorités de Belgrade pour réformer le système politique. Cependant, de plus en plus affaibli par le pouvoir des républiques et les discours enflammés de leurs dirigeants (Milošević en Serbie, Tuđman en Croatie), le pouvoir fédéral devenait de plus en plus une coquille vide. Faute de progrès tangibles, la Slovénie s'autoproclama indépendante le

(*) Géographe (Université Paris XIII, France).

soir du 25 juin 1991, quelques heures après la Croatie, qui en profita également pour se désengager de la Fédération. L'armée fédérale tenta de récupérer les postes frontières internationaux et les principales voies de communication. La Communauté économique européenne (CEE) chercha un cessez-le-feu entre Belgrade et Ljubljana, mais le manque de cohésion des Etats membres rendait la tâche plus ardue : la France souhaitait le maintien de la Yougoslavie au nom de son amitié historique avec la Serbie ; l'Allemagne, fraîchement réunifiée, soutenait les indépendances slovène et croate, tant pour ses liens historiques que pour réaffirmer son influence en Europe centrale. Dès le 7 juillet, les Accords de Brioni prévoyaient le retrait des forces yougoslaves au plus tard dans un délai de trois mois. La Slovénie a donc été assez rapidement débarrassée de perspectives d'un conflit dur. Pour la première fois, les Slovènes avaient leur propre Etat.

Ce court conflit, appelé en Slovénie la guerre des Dix jours, a provoqué une centaine de morts, principalement des militaires. Il est resté très ancré dans la mémoire nationale. De ce fait, la transition démocratique slovène ne peut être comparée à celle des autres territoires issus du communisme en Europe. Les anciens Etats du Pacte de Varsovie se sont libérés de la tutelle soviétique sans conflit armé, Mikhaïl Gorbatchev donnant de nombreux gages de neutralité à différentes occasions (lors de l'ouverture de la frontière austro-hongroise en août 1989 ou lors de sa visite en Allemagne de l'Est pour le 40^e anniversaire de l'Etat allemand en octobre 1989). Les autres ex-républiques yougoslaves, ont toutes connu des conflits armés d'ampleur plus ou moins importante. Dès l'été 1991, la Slovénie apparaît ainsi comme un Etat indépendant à l'abri d'une guerre qui commence dans les Balkans. On peut s'interroger sur le rôle joué par les élites politiques qui, formées du temps de la Yougoslavie, ont dû créer des conditions favorables à la viabilité du nouvel Etat slovène.

Depuis l'indépendance, la transition démocratique slovène peut être vue en trois temps : celle marquée par la prédominance des élites yougoslaves (1990-2004), celle de l'alternance politique et de l'intégration aux institutions européennes (2004-2008) et celle de l'instabilité, symbolisée par la crise économique (depuis 2008).

LA PRÉDOMINANCE DES ELITES YUGOSLAVES (1990-2004)

La rapide indépendance du pays n'a pas permis un renouvellement des personnalités au pouvoir, encore moins des systèmes de pensée. L'élection d'une coalition nationale en 1990, le DEMOS, a logiquement pour but d'obtenir davantage de libertés. A trois reprises, le principal parti de gauche, le LDS, remporte les élections législatives, ce qui permet à Janez Drnovsek, familier de la politique yougoslave – il fut Président de la Fédération en 1988 – d'occuper la fonction de Premier ministre de 1992 à 2002. En 2002, Drnovsek est élu Président de la République et nomme Anton Rop, un jeune économiste libéral, comme Premier ministre.

Une Constitution faite pour des coalitions

Le système yougoslave prévoyait un parlement pour chaque république de la Fédération. En Slovénie, les élections du 9 avril 1990 ont permis l'élection d'un président de la République (Milan Kučan) et d'une assemblée démocratique. A cette occasion, le DEMOS remporta la majorité absolue ; la majeure partie des personnalités politiques slovènes se sont ainsi retrouvées jusqu'en 1992 sous cette bannière. Pour preuve, Alojz Peterle, future personnalité de premier plan des partis conservateurs, est alors nommé Premier ministre. Kučan, qui assure encore l'essentiel de l'orientation de la politique slovène, souhaite ne pas rompre brutalement sur le plan économique et social avec l'ancien système et intégrer progressivement les groupes rejetés par le communisme. Le plus grand défi auquel ont été confrontées les autorités fut l'indépendance.

Nommé par le Président de la République au regard du résultat des élections législatives, le Premier ministre est le chef du pouvoir exécutif. Le premier, bien qu'élu au suffrage universel direct, est supposé avoir un pouvoir essentiellement représentatif, mais son influence peut jouer sur l'exécutif. Milan Kučan, alors Président, était la personnalité la plus importante et éclipsait quelque peu Alojz Peterle. L'Assemblée nationale, constituée de 90 députés – dont deux commis d'office pour les minorités italienne et hongroise –, détient le pouvoir législatif et est élue au scrutin proportionnel intégral. Ce mode d'élection, s'il présente l'avantage d'avoir une assemblée reflétant fidèlement le choix des électeurs, ne permet pas de dégager de nettes majorités, notamment pour former un gouvernement. Les petits partis, avec seulement quelques députés, peuvent ainsi jouer un rôle décisif pour l'adoption d'une loi importante ou le maintien d'une coalition gouvernementale. Ce choix semble être lié à la période yougoslave durant laquelle ils ne pouvaient voter librement, ce qui les a amenés à opter pour une représentativité optimale. Si, au moment de l'indépendance, le DEMOS fut une coalition de circonstance pour affirmer une unité nationale face à la Fédération yougoslave, de multiples courants, marqués par de profonds antagonismes historiques, devaient bientôt s'affronter.

L'ère Drnovsek

L'arrivée au pouvoir de Janez Drnovsek eut lieu après les législatives de 1992. Le Parti libéral (LDS) arriva en tête avec 23,5% des suffrages, loin devant les démocrates-chrétiens (SKD), les anciens communistes (ZLSD) et le Parti national slovène (10%). Pas moins de huit formations politiques entrèrent au Parlement, ainsi que les deux représentants des minorités italienne et hongroise, commis d'office par la Constitution. Quoique dominé par le LDS – qui ne regroupait cependant que 22 députés sur 90), la constitution d'une large coalition s'avéra nécessaire pour l'exercice du pouvoir.

Aux législatives de 1996, le LDS confirma sa position de premier parti politique (27%) devant le Parti populaire (SLS) et ses 19,4%, ainsi que les

conservateurs du SDS (16,1%). Les anciens communistes du ZLSD furent marginalisés (9%), et l'extrême droite resta faible (3,2%). Au total, sept partis dominèrent l'Assemblée nationale.

Les législatives de 2000 furent un triomphe pour le Premier ministre sortant : avec 36,2% des voix, le LDS obtint le meilleur score d'une formation politique à une élection. En avril 2000, le gouvernement Drnovsek fut mis en minorité à l'Assemblée nationale et dut céder sa place à une coalition dominée par les conservateurs, avec Andrej Bajuk comme premier ministre. Comme des dizaines de milliers de Slovènes, Bajuk s'était exilé en Argentine jusqu'à l'indépendance. Certains étaient partis pour des raisons économiques entre les deux guerres, d'autres, comme lui, avaient quitté la Yougoslavie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale par crainte de représailles de la part des communistes. C'est ainsi qu'Evita Peron joua un rôle essentiel dans les négociations avec les autorités yougoslaves pour affréter des bateaux, permettant ainsi à quelque 10 000 Slovènes de quitter la Fédération, *via* Trieste. Même s'il ne s'agit que d'un intermède de quelques mois, sans constituer une véritable alternance politique, le pouvoir de Bajuk refléta les conflits persistants entre les anciens apparatchiks ou réformateurs et ceux qui s'étaient opposés au communisme. Preuve d'ailleurs que le parti de Bajuk ne constituait qu'une force d'appoint : il ne récolta que 8,8% des voix aux législatives de 2000 – devenant ainsi la cinquième force politique du pays.

Fort de sa nouvelle victoire aux législatives de 2000, Drnovsek dirigea de nouveau le gouvernement, avec en ligne de mire sa candidature à la présidentielle de l'automne 2002, Milan Kučan ne pouvant être réélu selon les termes d'une Constitution limitant la fonction présidentielle à deux mandats consécutifs. Drnovsek avait déjà occupé cette fonction à la tête de la Yougoslavie pendant un an, en 1988, dans le cadre de la présidence tournante instaurée par la Fédération à la mort de Tito. Son état de santé – il était atteint d'un cancer – constituait le principal obstacle à sa candidature.

L'élection présidentielle de l'automne 2002 fut marquée par le duel entre Drnovsek et l'ancienne procureur de la République, Barbara Brezigar, candidate du camp conservateur. Contrairement au scrutin précédent, un second tour fut nécessaire, même si Drnovsek signa finalement une victoire aisée (56% des suffrages). Au premier tour, le chef du Parti national slovène, Zmago Jelinčič réalisa une percée remarquable, se faisant le chantre d'un discours protestataire. Après dix années à la tête du gouvernement, Drnovsek a ainsi pu laisser passer le maintien assurant la continuité politique du pays. Succédant au « père de l'indépendance », il apparaît comme l'un des garants de la transition démocratique du pays.

L'émergence d'une nouvelle génération de politiques ?

Pour lui succéder, le nouveau président choisit Anton Rop, un jeune économiste, dont le programme principal était d'arrimer le pays à l'Union européenne (UE) et à l'Organisation du Traité de l'Atlantique-Nord (OTAN). En

somme, de faire passer la Slovénie de sa position d'ex-république yougoslave à un Etat rattaché à une organisation dont les valeurs politiques, économiques, sociales sont très différentes du reste des Balkans. Le ministre de l'Economie, Matej Lahovnik, était aussi l'une des personnalités les plus populaires du gouvernement. Cependant, le LDS dut faire face à l'usure du pouvoir, à des affaires de corruption qui créèrent autant de scandales médiatiques et à l'affaire des « effacés » qui fut spectaculairement utilisée par les partis conservateurs. En avril 2003, la Cour constitutionnelle ordonna au gouvernement de régulariser la situation de deux personnes illégalement et secrètement retirées des registres nationaux. Rapidement, une association représentant les effacés et représentée par un ancien juge à la Cour constitutionnelle, Matevz Krivic, annonça que près de 20 000 personnes seraient dans cette situation – soit 1% de la population totale. Cette affaire fut exploitée par l'opposition et, en premier lieu, par le SDS de Janez Jansa, voyant dans les « effacés » des ennemis de la Slovénie, qui se seraient battus contre le pays lors du combat pour l'indépendance ou qui auraient commis des crimes lors de la guerre en Bosnie-Herzégovine et en Croatie. De violentes diatribes se propagèrent parmi les discours politiques des conservateurs et de l'extrême droite. Des sondages montrent que la majorité de la population ne soutenait pas la cause des « effacés ». L'affaire prit une tournure encore plus politique à la suite de l'organisation d'un référendum le 4 avril 2004 sur un volet de la loi dite « technique », devant redonner un statut – assorti de nombreuses conditions souvent inapplicables (comme prouver son identité, alors que c'est précisément le problème de ces personnes). En dépit des appels à boycotter le scrutin (notamment ceux de Drnovsek, de Kučan et du gouvernement), près de 95% des votants rejetèrent le texte du gouvernement, avec un taux de participation comparable à un référendum pour des questions de politique intérieure (30%).

Le climat resta tendu lors des législatives du mois d'octobre 2004, notamment à cause de l'instrumentalisation d'un incident intervenu dans la baie de Piran (en mer Adriatique), où Slovénie et Croatie s'opposent au sujet de la frontière maritime. Le 23 septembre, le chef du Parti populaire (SLS), Janez Potocnik, y fut interpellé par la police croate, puis pris en photo avec un bras en bandoulière, au motif qu'il avait été brutalisé par cette dernière. Cet incident occupa la fin de la campagne électorale et permit à Janez Jansa de se poser en défenseur de la nation.

L'ALTERNANCE POLITIQUE ET L'INTÉGRATION DE LA SLOVÉNIE DANS L'UE ET L'OTAN (2004-2008)

Avec la victoire des conservateurs de Janez Jansa, les élections législatives du 3 octobre 2004 marquèrent un tournant dans la vie politique slovène. Il s'agit en effet de la première alternance politique véritable depuis l'indépendance et la fin de l'hégémonie du principal parti de gauche, le LDS. Jansa a profité de la lassitude des électeurs envers le LDS, des scandales de corruption et de l'affaire des « effacés ».

La consécration pour Janez Jansa

Avec le système des législatives à un tour, la campagne électorale est dirigée par des chefs de partis qui personnalisent le discours politique. Aux yeux d'une partie des Slovènes, Jansa apparaît comme un défenseur de la nation slovène, tant pour avoir assumé les responsabilités de ministre de la Défense pendant le court conflit ayant mené à l'indépendance qu'en raison de virulentes prises de position contre les ressortissants des autres ex-républiques yougoslaves. Bien qu'il eût été le principal chef de l'opposition, depuis le début des années 2000, son arrivée au pouvoir n'était pas acquise. Dès la fin de la Yougoslavie, Jansa s'était fait remarquer comme l'un des plus farouches opposants au centralisme de Belgrade. Il est alors maoïste, effectue ses études à la Faculté des Sciences sociales de Ljubljana et travaille à l'hebdomadaire politique *Mladina*. En 1988, il fut arrêté en compagnie de trois autres journalistes dans le cadre d'une affaire d'espionnage qui fit alors grand bruit en Slovénie – une manifestation rassembla plus de 30 000 personnes sur la place du Congrès et les quatre hommes furent libérés peu après. En 1991, en dépit de son jeune âge, il dirigea les forces territoriales slovènes contre l'armée fédérale qui cherchait à reprendre par la force le contrôle de la République. Présentée comme un grand succès, cette résistance aboutit au retrait des troupes yougoslaves – des exactions auraient néanmoins eu lieu pendant cette courte période.

Le gouvernement Jansa clive fortement le pays, notamment sur les questions de société. Alors que la Constitution garantit la séparation entre l'Église et l'État, le Premier ministre affiche ses croyances et se montre tolérant à l'égard des dérapages d'ecclésiastiques sur les enjeux ethniques. Ainsi, lorsque l'archevêque de Ljubljana, France Rode, déclare qu'« *un bon Slovène est catholique* », le gouvernement ne manifeste aucune réprobation.

En janvier 2005, le débat entourant une possible refonte du drapeau – accusé de ne pas comporter de symboles nationaux – révèle la prégnance des enjeux historiques dans la société. Après la Seconde Guerre mondiale, la Slovénie connut des massacres de masse, notamment ceux commis par les communistes. L'un des plus connus est sans doute celui du rapatriement forcé de plus de 8 000 Yougoslaves depuis la Carinthie autrichienne, alors sous juridiction britannique. Arrivés de l'autre côté de la frontière, ils furent exécutés et jetés dans des fosses communes. L'introduction de la démocratie au début des années 1990 raviva logiquement le souvenir de ces faits demeurés ignorés durant toute la période yougoslave. Alors que certains historiens cherchent à établir la vérité des faits, de nombreux politiques – majoritairement conservateurs –, viscéralement opposés au communisme, instrumentalisent ces questions. Le pays reste ainsi toujours divisé entre les Blancs (anciens nationalistes et collaborationnistes) et les Rouges (anciens communistes).

En 2006, les résultats des élections municipales furent mitigés pour la coalition gouvernementale. Si Maribor resta aux mains des conservateurs, Ljubljana resta dans celles de la gauche. Ou plutôt dans celles d'un ennemi personnel de Jansa, Zoran Jankovic. Ancien directeur de la chaîne de supermarchés Merca-

tor, il avait été exclu du gouvernement. Il se lança alors à l'assaut de la capitale où il fut élu triomphalement, dès le premier tour, en dépit de la présence de 16 candidats. Sa communication directe, son programme étoffé pour la ville et, surtout, son opposition au Premier ministre, en firent une personnalité populaire.

En 2007 éclata l'affaire « Sova, du nom des services secrets slovènes. L'ancien Premier ministre, Anton Rop, accusa Jansa de s'être entendu avec le premier ministre croate Ivo Sanader pour organiser les incidents du 23 septembre 2004 dans la baie de Piran – une dizaine de jours avant les élections. Des conversations téléphoniques enregistrées par la Sova furent retranscrites dans la presse. Jansa et Sanader démentirent ces accusations. Janez Jansa était de plus en plus contesté, comme en témoignent les résultats de l'élection présidentielle de l'automne 2007 : le candidat conservateur Alojz Peterle, également premier chef du gouvernement à l'indépendance, fut largement battu au second tour par un ancien haut fonctionnaire aux Nations Unies, Danilo Türk (67% contre 33%). C'est la première fois qu'une personnalité ne faisant pas partie des élites politiques yougoslaves est élue au suffrage universel direct. En mars 2008, un référendum sur la régionalisation du pays est un revers pour le gouvernement – le texte est rejeté avec un taux de participation de 10% seulement. Qui plus est, les découpages proposés alimentèrent de nombreuses polémiques sur l'appartenance des territoires aux grandes régions du pays (Carinthie, Styrie, Carniole, Istrie...). Ces déboires électoraux constituent également un revers personnel pour Jansa à l'approche des législatives de l'automne 2008. Cependant, sur la scène internationale, ce dernier profite pleinement de l'intégration de la Slovénie à l'UE.

La Slovénie reconnue

Vue de France et d'Europe de l'Ouest en général, l'intégration de la Slovénie dans l'UE et l'OTAN ne constitue qu'un morceau de plus dans un puzzle. En Slovénie, cette double intégration est perçue comme une véritable reconnaissance. L'ex-république yougoslave a dû lutter pour obtenir son indépendance, être considérée d'égal à égal – les Etats-Unis et la plupart des Etats de la CEE ne reconnurent l'indépendance qu'au 15 janvier 1992 – et, tout simplement, figurer dans les atlas de géographie ! Les confusions avec la Slovaquie sont fréquentes et les grandes compétitions sportives (JO, coupes du monde de football de 2002 et 2010, Euro 2000) contribuèrent à en faire connaître le nom. Le 23 mars 2003, le pays organisa deux référendums pour valider l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. Environ deux tiers des électeurs se sont déplacés, soit deux fois plus que pour un référendum sur un sujet de politique interne. L'adhésion à l'UE fut plébiscitée par 90% des votants et celle à l'OTAN par 66% d'entre eux. L'entrée dans cette dernière fut moins unanime dans le contexte de la guerre en Iraq, mais également du fait que les pays adhérents doivent consacrer au moins 2% de leur budget à la Défense.

Pour sa part, l'intégration complète de la Slovénie dans l'UE peut être vue en quatre temps. L'intégration dans l'UE intervint le 1^{er} mai 2004, simultanément

à celle de bon nombre d'Etats d'Europe centrale et orientale. Le président de la Commission européenne, l'Italien Romano Prodi, choisit de fêter l'événement dans le doublet-frontalier de Gorizia/Nova Gorica. En 1947, protestant contre le futur rattachement de Trieste à l'Italie, Tito avait fait édifier une ville face à Gorizia qui devait être un modèle d'aménagement urbain « à la yougoslave ». Les deux villes furent séparées – parfois avec une étroite surveillance militaire – par un grillage, créant une atmosphère de « petit Berlin ».

Le 1^{er} janvier 2007, soit cinq années après son introduction initiale, l'euro fut adopté à la place du tolar. Il s'agit d'un grand motif de fierté pour les Slovènes, qui peuvent désormais payer dans la même devise que leurs puissants voisins qui les ont dominés pendant toute leur histoire (Italiens, Autrichiens). Les motifs sur les pièces slovènes montrent des éléments de la nation : le Triglav, le plus haut sommet du pays – mais également de toute l'ex-Yougoslavie –, qu'on trouve déjà sur le drapeau ; le projet avorté de la construction d'un parlement à Ljubljana dès les années 1910 par l'architecte Joze Plecnik ; l'homme d'Eglise Primoz Trubar, qui au XVI^e siècle a imprimé le premier livre en langue slovène ; le poète Preseren, qui au XIX^e siècle a contribué à l'essor de la langue...

L'ouverture complète des frontières de la Slovénie à l'Espace Schengen advint le 21 décembre 2007, là encore, avec d'autres Etats d'Europe centrale et orientale. Elle devint la première ex-république yougoslave à rejoindre le grand ensemble européen et l'espace Schengen, s'éloignant encore un peu plus de ses voisins balkaniques. Elle est à ce jour, la seule à émettre l'euro. Alors qu'à la fin des années 1980, la Slovénie faisait encore partie de la Yougoslavie, les évolutions différenciées des autres ex-républiques yougoslaves ont créé des obstacles conséquents : ainsi, la frontière slovéno-croate, autrefois simple limite de république – juste mentionnée par un panneau –, s'est muée en frontière d'Etat et est devenue un des confins les plus stratégiques de l'Espace Schengen. De même, plusieurs nationalités, comme les Serbes, avaient besoin d'un visa pour voyager en Slovénie.

La consécration intervint au premier semestre 2008, avec l'exercice de la présidence européenne : une première pour un ancien territoire communiste. La Slovénie, qui a tant œuvré pour se distinguer du reste de l'ex-Yougoslavie, fait de sa médiation entre l'UE et les Balkans l'un des trois objectifs de sa présidence ! C'est d'ailleurs au cours de cette période que fut proclamée l'indépendance du Kosovo (17 février 2008), ce qui provoqua des émeutes à Belgrade et des dégâts dans plusieurs ambassades, en particulier celle des Etats-Unis et de... la Slovénie. Cette dernière s'était déjà rangée aux côtés des Albanais du Kosovo, lorsque, au début des années 1980, des émeutes avaient éclaté pour exiger la fin de la mainmise des Serbes sur la province. L'indépendance du Kosovo créa une vive polémique à Ljubljana après la publication par le quotidien *Dnevnik* de conversations téléphoniques entre le ministre des Affaires étrangères, Dimitrij Rupel, et l'ambassadeur américain en Slovénie – où on pouvait entendre ce dernier donner ses directives au chef de la diplomatie slovène.

DEPUIS 2008 : UNE PÉRIODE D'INSTABILITÉ

L'élection présidentielle de l'automne 2007 avait déjà constitué un coup de semonce politique pour la coalition gouvernementale. A l'automne 2008, les sociaux-démocrates dirigés par Borut Pahor devancèrent le SDS de Jansa.

Une situation politique et économique dégradée

La gauche revint aux affaires et forma une coalition fragile avec d'autres partis progressistes issus du démembrement du LDS. Ainsi, le parti Zares, de Gregor Golobic, et le LDS réformé, dirigé par une jeune avocate, Katarina Kresal, constituèrent les partenaires de la coalition. Comme souvent sur l'échiquier politique slovène, ce sont les petits partis qui font les rois ; et le Parti des retraités (DeSUS), dirigé par Karl Erjavec, rejoignit également le gouvernement.

Deux problèmes se posèrent rapidement au gouvernement : la crise économique et la cohabitation entre les partis et leurs dirigeants. Depuis l'indépendance, le système bancaire est l'une des forces de la Slovénie. A l'époque yougoslave, nombre de ressortissants des autres ex-républiques yougoslaves avaient d'ailleurs placé leurs économies dans des banques slovènes, ainsi qu'en atteste l'affaire de la Ljubljanska Banka – où la banque avait refusé de rembourser les avoirs de Croates et de Bosniens après l'indépendance. Or, à partir de 2008 et sous l'influence directe de la crise financière, les principales banques du pays se découvrirent des avoirs toxiques. La confiance fut ébranlée et les capacités d'investissement, *via* les banques, dégradées. Parallèlement, la Slovénie fut victime de son statut de pays désormais développé et de nombreuses délocalisations eurent lieu, notamment plus au sud dans les Balkans. Le taux de chômage augmenta et le mécontentement social grandit. Parallèlement, les relations avec la Croatie se détériorèrent après que Borut Pahor eut annoncé, le 17 décembre 2008, son veto à l'entrée de la Croatie dans l'UE tant que le règlement du litige frontalier dans la baie de Piran ne serait pas réglé. Cette décision provoqua de vives réactions de part et d'autre. Depuis 1991, les Slovènes revendiquent le partage de la baie dans le prolongement de la Dragonja, le petit cours d'eau qui marque la frontière terrestre, tandis que les Croates estiment que la baie doit être partagée de manière égale. La première option permettrait à la Slovénie d'avoir un accès direct aux eaux internationales, ce qui lui semble essentiel, notamment pour le développement de son port principal à Koper ; la seconde option donnerait à la Croatie un accès direct aux eaux territoriales italiennes et à celles de son port, Trieste. Pour les Croates, qui ont eu une histoire très liée avec celle de l'Italie, l'accès à une telle frontière maritime serait le seul point de contact direct, ce qui leur est symboliquement important (1). La crise économique et plusieurs affaires ont notablement affaibli la coalition gouvernementale de Borut Pahor.

(1) De nombreux articles ont été écrits sur la question de Piran. Mes recherches à la cartothèque de la Bibliothèque nationale à Ljubljana ont essayé de montrer les différentes représentations de la baie depuis la fin du XVII^e siècle. (cf. HASSID, Regard sur l'Est, *la baie de Piran, enjeu de la politique slovène*).

La coalition gouvernementale fut fragilisée par les partis politiques (à l'instar du Parti des retraités de Karl Erjavec, qui critiqua chacune des réformes proposées par la coalition), par les rivalités (notamment celles entre le LDS et Zares, qui prirent le pas sur l'intérêt général) et par des affaires (dont celles mettant en cause leurs deux chefs respectifs, Katarina Kresal et Gregor Golobic).

L'un des faits les plus spectaculaires des années Pahor concerne l'affaire « Bulmastifi » qui, aux conséquences politiques évidentes, fut relatée dans la presse française (2) et étrangère (3). Le 2 février 2010, Sasa Baricevic, un médecin de l'hôpital de Ljubljana très prisé des personnalités, a été mortellement attaqué par ses trois pitbulls pendant qu'il avait des relations sexuelles avec ceux-là. L'opposition de droite accusa la ministre d'avoir essayé d'étouffer l'affaire – l'avocat Miro Senica, ami de Sasa Baricevic, mais également compagnon de la ministre de l'Intérieur – et d'utiliser ainsi sa position à des fins personnelles. Très médiatisée, l'affaire a connu des développements politiques avec des demandes de démission et une interpellation initiée par les partis d'opposition. Un autre ministre, Milan Pogacnik, fut un temps menacé d'être écarté du gouvernement pour cette même affaire.

Le président de Zares, Golobic, fut de son côté mis en cause dans l'affaire « Ultra », ce qui a considérablement affaibli l'influence de son parti dans la coalition gouvernementale. Lors de la campagne électorale, Golobic nia qu'il avait acquis 10% des actions de la principale banque slovène, Nova Ljubljanska, au moment où la société Ultra avait investi plusieurs millions d'euros dans cette dernière. Il admit par la suite avoir omis d'en informer l'opinion publique, sans aller toutefois jusqu'à démissionner. De plus, le ministre de l'Économie, Matej Lahovnik, l'un des cofondateurs de Zares et l'une des personnalités montantes de la politique nationale, démissionna en juillet 2010 à la suite de l'affaire Golobic. Deux ministres, Zlata Plojtnar et Henrik Gjerkes, jetèrent à leur tour l'éponge à la tête du ministère des Collectivités territoriales.

Borut Pahor dut ainsi faire face à un niveau d'impopularité croissant non seulement au sein de la population – qui subit les effets de la crise de plein fouet –, mais également au sein de sa coalition. Alors que les principales personnalités du gouvernement rivalisent entre elles (Zares et le LDS étant même en conflit ouvert), le Premier ministre manque d'autorité et les cicatrices de la scission de 2004 ressurgissent. De son côté, le Parti des retraités (DeSus) est perçu comme une force d'appoint peu sûre mais indispensable au gouvernement pour disposer de la majorité à l'Assemblée nationale. Pour preuve, lorsqu'elle s'est retirée de la coalition au début de l'automne 2011, Borut Pahor

(2) Cf. l'article de Joëlle Stolz, dans *Le Monde*, 10 mars 2010, disponible sur le site Internet www.lemonde.fr/europe/article/2010/03/10/le-fait-divers-qui-embarrasse-le-gouvernement-slovene_1317356_3214.html

(3) Cf. l'article « Maščevanje zlorabljenih psov », qui reprend une dépêche de l'agence slovène STA (paru dans *Dnevnik*, 23 mars 2010) et restitue le contenu d'un article de la veille publié dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) – le quotidien allemand estimait que cette affaire pourrait avoir des conséquences négatives pour plusieurs personnalités politiques slovènes.

n'eut d'autre choix que de convoquer des élections législatives anticipées, un fait politique sans précédent en Slovénie.

Des urnes à la rue

Les législatives anticipées étaient annoncées comme une formalité pour le SDS de Jansa. Avec un Premier ministre impopulaire, un parti des sociaux-démocrates décrédibilisé par le manque de résultats et des affaires de corruption, l'opposition était donnée largement gagnante dans les sondages. Quelques semaines avant le scrutin du 4 décembre, le maire de Ljubljana, Zoran Jankovic, décida de créer une liste, *Pozitivna Slovenija*, avec l'aval de l'ancien Président, Milan Kučan. La popularité de Jankovic dans la capitale ne se démentit pas – il y fut réélu en 2010 dès le premier tour. A la surprise générale, Jankovic vire en tête à l'issue des élections, justifiant la décision du Président de la République, Danilo Türk, de lui proposer la fonction de Premier ministre. Mais le vainqueur ne parvint pas à constituer une coalition pour former un gouvernement et seul Janez Jansa, le 28 janvier 2012, parvint à constituer une équipe après avoir reçu le soutien de 51 députés (sur 90). Une partie de l'électorat eut le sentiment d'avoir été dépossédée de son vote et ne supporta pas le retour au pouvoir de Jansa, qui n'avait pas pour lui la légitimité du vote. La situation politique se cristallisa d'autant plus que la coalition gouvernementale dominée par le SDS mena une politique d'austérité brutale, avec des coupes sombres dans les budgets publics. Les salaires furent réduits de 8% dans la fonction publique, des postes supprimés dans les écoles.

Au début de l'automne, l'élection présidentielle semblait promise à Danilo Türk. Moins d'un Slovène sur deux participa au premier tour du scrutin, le 11 novembre. Le faible nombre de candidats (3 contre 12 en 2007), la contestation montante contre le gouvernement, le discrédit des élites politiques ont contribué à cette désaffection. Pahor (39,87%) et Türk (35,88%) accédèrent au second tour, Zver (24,25%) fut éliminé. Pour Janez Jansa, une victoire de Pahor était préférable, Danilo Türk ayant ouvertement critiqué sa politique d'austérité. En outre, en dépit de leurs sensibilités politiques différentes, Pahor et Jansa ont su se ménager l'un l'autre depuis des années – au contraire de Jankovic et Jansa, par exemple). Dans ces conditions, Pahor domina largement le Président sortant lors du second tour, avec 67,37% contre 32,63%, en dépit d'un taux de participation toujours aussi faible pour ce type de scrutin (42,41%).

Parallèlement, des manifestations d'une ampleur inédite se propagèrent dans tout le pays. Le 25 novembre 2012, environ 10 000 manifestants protestèrent à Maribor contre la politique du maire, Franc Kangler (4). Ce dernier était accusé depuis plusieurs années pour des faits de corruption et pour avoir bradé des équipements municipaux (eau, gaz, transports) à des sociétés privées, avec pour conséquence une augmentation des prix pour les habitants. Son dernier projet d'installer des radars en ville avec des investissements en partie publics, mais

(4) Cf. par exemple, l'article d'Ales LEDNIK, journaliste à *Vecer*, le quotidien de Maribor, disponible sur le site Internet web.vecer.com/portali/vecer/v1/default.asp?kaj=3&id=2012112605855102

dont seule une société privée devait bénéficier, provoqua une levée de boucliers instantanée dans la population. Aux cris de « *gotovi* » – le même slogan qui avait poussé Slobodan Milošević hors du pouvoir serbe en octobre 2000 à Belgrade –, les Slovènes dénoncèrent la corruption et la politique d'austérité menée par le maire, puis bientôt par l'ensemble de la classe politique. Sous l'action de groupuscules violents (notamment les *supporters* de football de la ville soutenant jusqu'alors Kangler), la manifestation dégénéra et transforma le centre la capitale culturelle de l'Europe 2012 en un terrain d'affrontements, une première dans le pays depuis l'indépendance. Le mouvement s'étendit, jusqu'à atteindre la place de la République, face au Parlement, à Ljubljana. Kangler démissionna le 6 décembre, mais les manifestations ne cessèrent pas. Les revendications portaient plus globalement sur la corruption des élites, en particulier sur deux personnages de premier plan, le premier ministre Janez Jansa, aux prises depuis plusieurs années avec l'affaire « Patria » (trafic d'armes), et Zoran Jankovic, le maire de Ljubljana, dont le nom est cité dans plusieurs affaires, comme celui de la construction du nouveau stade de la ville dans le quartier de Stozice(5). En réponse, le Premier ministre assimila les manifestants à des fauteurs de trouble et demanda publiquement à son chef d'état-major si tous les moyens étaient mis en œuvre pour protéger les installations militaires. Parallèlement, il proposa des réformes du système politique : introduction du mode de scrutin majoritaire pour les élections législatives, facilitation des procédures pour révoquer les élus, limitation à deux mandats successifs pour les maires, suppression du Conseil d'Etat, création d'une police financière... Jansa soumit également l'idée de nouvelles élections législatives anticipées, en espérant que ces propositions lui accorderaient un soutien plus vaste parmi les formations représentées au Parlement. Toutefois, devant l'insistance de la rue – plus de 40 000 Slovènes manifestèrent à Ljubljana le 21 décembre pour protester contre la politique d'austérité du Premier ministre –, il est mis en minorité le 27 février 2013 par une motion de défiance au Parlement, après que le DeSUS et le SLS se sont retirés de la coalition. Une femme, inconnue du grand public, Alenka Bratusek, le remplace. Les partis de gauche reprennent le pouvoir sans de nouvelles élections.

* *
*

La Slovénie est souvent perçue comme un Etat stable, avec une démocratie apaisée, des performances économiques plus élevées que dans les autres territoires communistes, une législation sociale qui protège ses habitants et le respect des droits de l'homme. Pour autant que ces représentations se vérifient largement sur le terrain, il convient d'insister sur le fait que le pays se distinguait déjà des autres ex-républiques durant la période yougoslave et que l'in-

(5) Depuis le début de l'année 2013, les soupçons de corruption contre Janez Jansa et Zoran Jankovic ont été renforcés. En juin, Jansa a été condamné à deux ans de prison dans le cadre de l'affaire « Patria », alors que Jankovic et sa famille sont soupçonnés de détournements de fonds par le directeur de l'agence contre la corruption.

dépendance a accentué ces progrès. Les élites issues de cette ère ont gardé le contrôle de la République après 1991, comme en témoigne la grande influence de personnalités comme Milan Kučan ou Janez Drnovsek, jusqu'à la première alternance politique en 2004, qui vit Janez Jansa accéder au poste de Premier ministre. La crise politique ouverte depuis 2011, avec les législatives anticipées et les manifestations de l'automne suivant, peut également être interprétée comme un rejet de pratiques clientélistes et oligarchiques datant de la période yougoslave. En ce sens, ces deux événements inhabituels peuvent constituer un tournant dans la transition démocratique slovène.